

## **Le demandeur d'asile, présumé coupable... ...une fois de plus !**

Dans une récente déclaration, le secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, Théo Francken, estimait qu'entre 60 à 70% des demandeurs d'asile mentent à propos d'un aspect de leur identité, qu'il s'agisse du nom ou de l'âge, du trajet qu'ils ont suivi ou de leur pays d'origine.

C'est dans cet état d'esprit de suspicion et sur base d'un chiffre dont personne ne connaît l'origine qu'il prépare un projet de loi inadmissible. Celui-ci contraindra les demandeurs d'asile à soumettre leur GSM et ordinateur portable à un contrôle pour permettre d'établir leur identité.

En plus d'être stigmatisante pour les migrants, cette mesure est en totale contradiction avec la protection de la vie privée qui a été affirmée en 1948 par la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies (article 12).

En moins de 2 ans au secrétariat de l'Asile et de la Migration, Théo Francken a déjà un beau palmarès de mesures à son actif : durcissement de la loi sur le regroupement familial ; limitation du droit de séjour des réfugiés à 5 ans ; invitation aux Irakiens et aux Afghans à ne pas venir chez nous ou à retourner chez eux via compensation financière ; proposition d'instauration des cours sur la manière de se comporter avec les femmes ; sanctions à l'encontre des demandeurs d'asile qui ne respectent pas, les règles d'ordre d'intérieur des centres d'accueil ; augmentation de capacité dans les centres fermés mais suppression de places d'accueil et enfin, ce nouveau projet de loi.

Le MOC s'interroge : que cache réellement ce nouveau projet de loi ? Doit-il servir à fichier tous les demandeurs d'asile ? Les catégoriser entre bons et mauvais candidats à l'asile ? Les désigner à la vindicte populaire comme menteurs et, bien entendu, forcément profiteurs ?

Une fois de plus, le gouvernement Michel fait tout pour limiter l'acceptation des demandes d'asile par des mesures d'intimidation qui ne respectent pas les droits fondamentaux. A chaque nouvelle sortie de son secrétaire d'Etat, ce gouvernement, dans toutes ces composantes, laisse faire et, par son silence, apporte son soutien à cette chasse aux migrants.

Face aux paroles et aux actes de Théo Francken ainsi qu'au silence révoltant du gouvernement, le MOC appelle à un sursaut démocratique. Et plaide pour qu'une approche humaine de l'accueil des réfugiés soit enfin mise en place.

Christian KUNSCH,  
Président du MOC